

Paris, le 15 novembre 2016

Monsieur,

Vous avez bien voulu me faire part de votre exaspération quant à la politique de sécurité routière actuelle, laquelle se traduit avant tout par le déploiement de radars sur le territoire. Je tenais à vous assurer que j'avais pris connaissance de la pétition que vous m'avez transmise avec toute l'attention qu'elle mérite.

A ce titre, je ne peux qu'être d'accord avec vous : une politique efficace de sécurité routière ne saurait se limiter à l'implantation de radars contrôlant la vitesse des automobilistes.

Je ne saurais trop insister sur la faillite totale de la politique actuelle du Gouvernement en matière de sécurité routière puisque les automobilistes vivent désormais toute sanction comme une profonde injustice.

Au final, vous le savez, vous pouvez compter sur la volonté indéfectible de notre famille politique de ne pas créer un sentiment d'«hyper-répression» chez les usagers de la route, mais de défendre une position mesurée en matière de sécurité routière. C'est ce qui nous avait conduit en 2011, lorsque nous détenions la majorité parlementaire, à assouplir le système de récupération du permis à points pour les petites infractions.

Sachez que je m'associerai à toute initiative visant à limiter les prétentions excessives du Gouvernement en matière de répression des automobilistes ainsi qu'à l'octroi de nouveaux subsides lors du vote final du projet de loi de finances pour 2017.

Je vous prie de croire, Monsieur, en l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



Jean-Pierre GIRAN

